

<https://www.pressegauche.org/Greve-pour-les-RSG-en-milieu-familial-CSN-Quand-l-Etat-paie-moins-que-le>



Grève pour les RSG en milieu familial CSN - Quand l'État paie moins que le salaire minimum à un groupe de femmes (CSN)



- Communiqués -
Publication date: mardi 21 janvier 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 21 janv. 2020 - Les responsables des services de garde (RSG) en milieu familial de la CSN entament une tournée de votes de grève pour protester contre les offres inacceptables du gouvernement qui maintiennent des milliers de femmes en dessous du salaire minimum. Les RSG réunies en conseil sectoriel ont voté à l'unanimité pour recommander un mandat de grève qui sera exercé en fonction du plan de mobilisation national. De façon démocratique, ce sont maintenant tous les syndicats qui voteront sur cette recommandation dans les prochaines semaines.

Voici des explications claires sur le revenu des RSG, probablement les travailleuses les moins bien payées par l'État : <https://vimeo.com/383349113>

« Il n'est pas normal que le gouvernement ne s'assure pas de mieux traiter les 13 000 femmes qui éduquent environ 90 000 enfants chaque jour, sous prétexte que ce sont des travailleuses autonomes et non des salariées. Les normes minimales du travail devraient être un plancher absolu, peu importe le statut des travailleuses », affirme Ann Gingras, présidente du Conseil central de Québec-Chaudières-Appalaches-CSN.

Des offres sous l'inflation

Non seulement les offres pilotées par le Conseil du trésor ne permettent pas de rattraper le salaire minimum, elles ne couvrent même pas l'inflation prévisible avec un maigre 6,5 % de plus sur cinq ans. C'est un appauvrissement ! « Je demande au ministre de la Famille, Mathieu Lacombe, d'intervenir auprès de son collègue du trésor pour le bien des RSG du Québec et pour s'assurer que les conditions sont en places pour consolider les milieux familiaux régis et subventionnés et pour espérer faire grandir le réseau dans les prochains mois et années », soutient Lucie Longchamps, vice-présidente de la FSSS-CSN et RSG depuis 26 ans.

Un effritement du réseau de services de garde éducatif du Québec

Si le gouvernement ne fait rien pour convaincre les RSG de rester en poste, une partie des 90 000 places qu'elles offrent chaque jour pourrait très bien disparaître. « Il était déjà difficile pour les femmes du Québec de trouver une place en service de garde éducatif subventionné, ça risque de devenir un stress encore plus grand pour celles qui terminent leur congé de maternité », affirme Karine Morisseau, représentante des RSG à la FSSS-CSN. « Monsieur Dubé, si votre intention est de traiter les RSG de façon équitable, il est grand temps d'envoyer un signal clair à vos négociateurs à la table des RSG. Sinon, la grève est au rendez-vous », conclut Karine Morisseau. Le retour du tarif unique dans les services de garde subventionnés était une bonne nouvelle pour les parents du Québec, ce pourrait bien devenir un mirage pour une majorité d'entre eux si rien n'est fait pour conserver le personnel en place et attirer la relève.